

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2017, les dépenses de consommation des ménages ont légèrement accéléré (+0,6 % après +0,3 %), tant dans les biens, en particulier les biens fabriqués et l'énergie, que dans les services.

Au quatrième trimestre 2017, la consommation fléchirait (+0,3 % après +0,6 %), du fait notamment du fort ralentissement des dépenses en biens (0,0 % après +0,6 %). La consommation d'énergie se replierait, comme les dépenses en habillement-textile. En revanche la consommation de services conserverait un rythme de croissance soutenu, de +0,5 %, après +0,6 % au troisième trimestre. Au premier semestre 2018, la consommation des ménages conserverait ce rythme ralenti (+0,3 % par trimestre), du fait de la flexion de leur pouvoir d'achat.

En moyenne en 2017, les dépenses de consommation des ménages ralentiraient franchement par rapport à 2016 (+1,2 % après +2,1 %), davantage que le pouvoir d'achat (+1,6 % après +1,8 %), et le taux d'épargne s'élèverait à 14,3 %. D'ici mi-2018, le taux d'épargne reculerait pour atteindre 13,9 % au deuxième trimestre 2018, les ménages lissant les effets du ralentissement temporaire de leur pouvoir d'achat.

L'investissement des ménages accélérerait franchement en moyenne annuelle en 2017 (+5,2 %), après un premier rebond en 2016 (+2,4 % après -2,1 %). Il ralentirait cependant au premier semestre 2018, la tendance à la stabilisation des ventes de logements neufs se répercutant avec délai.

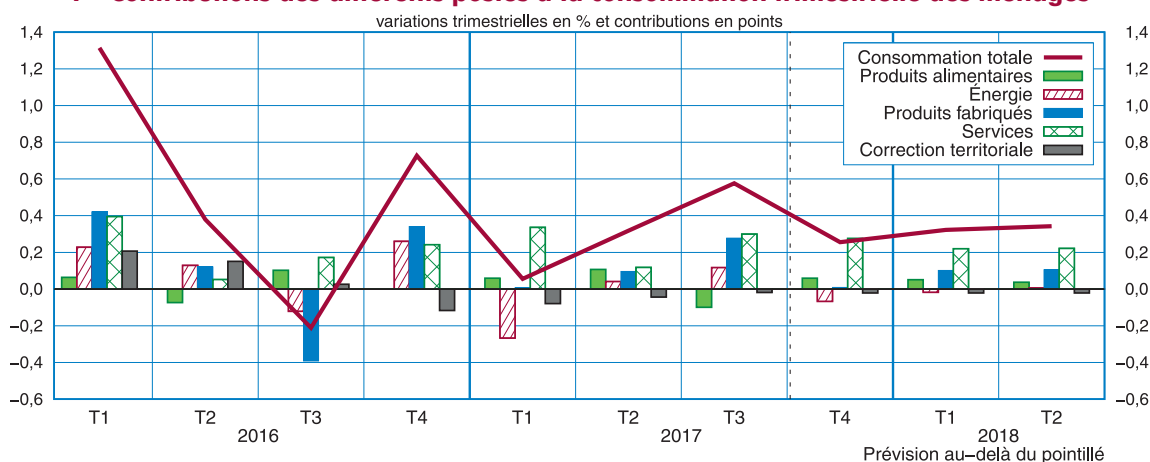
La consommation a de nouveau accéléré au troisième trimestre 2017

Au troisième trimestre 2017, la consommation des ménages a de nouveau accéléré (+0,6 % après +0,3 % au deuxième trimestre et +0,1 % au premier trimestre ; *graphique 1*). La consommation en biens est restée dynamique (+0,6 % après +0,5 %), tandis que la consommation de services a nettement accéléré (+0,6 % après +0,2 %).

Le repli de la consommation alimentaire (-0,6 % après +0,6 %) a été compensé par le dynamisme des dépenses en biens fabriqués (+1,3 % après +0,5 %). En particulier, les dépenses en équipement du logement et en textile ont bondi, en raison du décalage du calendrier des soldes d'été. Les achats d'automobiles sont restés solides (+0,6 % après +1,3 %), tandis que la consommation d'autres biens durables a elle aussi rebondi (+1,0 % après -0,1 %). Enfin, la consommation d'énergie a fortement accéléré (+1,5 % après +0,5 %), les températures de septembre ayant été relativement fraîches pour la saison.

La consommation en services a fortement accéléré (+0,6 % après +0,2 %), du fait notamment d'une reprise de la consommation en hébergement-restauration et du dynamisme de la consommation de services de loisirs.

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Source : Insee

Conjoncture française

Au quatrième trimestre 2017, la consommation ralentirait avec le pouvoir d'achat

Au quatrième trimestre 2017, la consommation totale des ménages ralentirait nettement (+0,3 % ; *tableau*), comme le pouvoir d'achat (+0,1 % après +0,5 %).

La consommation en biens marquerait le pas (0,0 % après +0,6 %) : les dépenses en énergie se replieraient (-0,8 % après +1,5 %), notamment les dépenses en gaz et électricité, par contrecoup du trimestre précédent et du fait de températures en octobre très supérieures aux normales de saison. Les achats de biens durables ralentiraient (+0,7 % après +1,5 %). D'une part, les dépenses en automobiles seraient très dynamiques. D'autre part, la consommation en biens d'équipement du logement baisserait (-0,4 % après +3,1 %) par contrecoup du décalage des soldes d'été. De même, les dépenses d'habillement reculeraient fortement. Toutefois, la consommation alimentaire rebondirait, après un troisième trimestre en repli. Au total, la consommation de produits manufacturés calerait au quatrième trimestre (+0,1 % après +0,6 %). La consommation de services resterait soutenue (+0,5 % après +0,6 %) : le rebond de la consommation de services de transports (+0,8 % après 0,0 %) compenserait en effet le ralentissement de la consommation en hébergement-restauration (+0,7 % après +1,1 %).

Au premier semestre 2018, la consommation conserverait un rythme de croissance ralenti

Au premier semestre 2018, la consommation des ménages conserverait un rythme modéré (+0,3 % par trimestre), mais supérieur à celui de leur pouvoir d'achat (-0,3 % au premier trimestre 2018 puis +0,4 % au deuxième). La consommation des ménages en biens se redresserait (+0,3 % après 0,0 %), tandis que la consommation de services ralentirait légèrement, à +0,4 % par trimestre, soutenue par le secteur de l'hébergement-restauration et par la consommation de loisirs.

Le taux d'épargne diminuerait à 13,9 % mi-2018, son niveau de début 2016

Sur la fin de l'année 2017 et le premier semestre 2018, les ménages réduiraient leur taux d'épargne pour compenser le ralentissement de leur pouvoir d'achat. En effet, il atteindrait 13,9 % au deuxième trimestre 2018, après 14,4 % au troisième trimestre 2017 (*graphique 2*). Ce comportement de lissage est habituel lorsque les ménages sont confrontés à un ralentissement de leur pouvoir d'achat. Il est d'autant plus logique que les ménages devraient s'attendre à une amélioration ultérieure de leur revenu liée à la deuxième étape de baisse des cotisations sociales et à la réduction de la taxe d'habitation à venir fin 2018.

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Variations trimestrielles en %										Variations annuelles en %			
	2016				2017				2018		2015	2016	2017	2018 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Dépenses totales de consommation des ménages (1) + (2) + (3)	1,3	0,4	-0,2	0,7	0,1	0,3	0,6	0,3	0,3	0,3	1,3	2,1	1,2	1,1
Services (1)	0,7	0,1	0,3	0,5	0,6	0,2	0,6	0,5	0,4	0,4	0,8	1,6	1,7	1,4
Biens (2)	1,5	0,4	-0,9	1,3	-0,4	0,5	0,6	0,0	0,3	0,3	1,9	1,8	0,9	1,0
dont														
Alimentaire	0,4	-0,4	0,6	0,0	0,3	0,6	-0,6	0,3	0,3	0,2	1,1	0,9	0,8	0,6
Produits agricoles (AZ)	2,6	-1,2	-0,6	0,4	-2,0	3,4	-1,3	-0,5	0,3	0,3	-0,4	2,2	-0,6	0,3
Produits agroalimentaires (C1)	-0,1	-0,3	0,8	-0,1	0,8	0,0	-0,4	0,5	0,3	0,2	1,4	0,6	1,1	0,6
Énergie	2,8	1,6	-1,5	3,2	-3,3	0,5	1,5	-0,8	-0,2	0,1	1,4	2,1	-0,4	0,1
Énergie, eau, déchets (DE)	4,1	3,5	-3,5	4,5	-4,8	0,2	1,9	-0,5	0,0	0,0	2,0	2,8	-1,5	0,6
Cokéfaction et raffinage (C2)	1,3	-0,9	1,2	1,6	-1,2	0,9	1,0	-1,4	-0,5	0,2	0,9	1,3	1,2	-0,7
Produits fabriqués (C3 à C5)	2,0	0,6	-1,9	1,6	0,0	0,5	1,3	0,0	0,5	0,5	2,6	2,4	1,5	1,6
Produits manufacturés (C1 à C5)	1,2	0,1	-0,6	1,0	0,2	0,3	0,6	0,1	0,3	0,3	2,0	1,6	1,3	1,0
Correction territoriale (3) = (4) - (5)	-49,8	-73,2	-48,4	408,3	54,8	19,6	6,9	7,4	7,0	6,6	-2,0	-78,6	150,3	27,2
Importations services touristiques (4)	3,4	2,1	0,6	-1,4	-0,3	0,7	0,5	0,2	0,2	0,2	-5,2	5,2	0,2	0,9
Exportations services touristiques (5)	-3,0	-2,6	-0,2	2,2	2,1	1,9	1,0	0,8	0,8	0,8	-4,7	-6,9	5,2	3,0
Investissement des ménages	0,7	0,7	1,0	1,3	1,6	1,4	1,1	1,0	0,8	0,6	-2,1	2,4	5,2	2,9

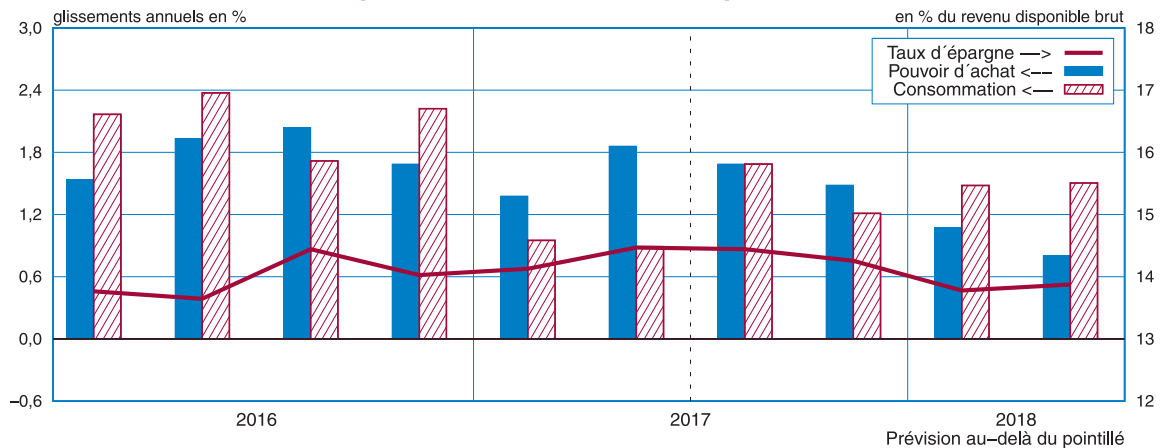
Prévision
Source : Insee

L'investissement des ménages ralentirait en 2018, après une croissance exceptionnelle en 2017

Au troisième trimestre 2017, l'investissement des ménages a légèrement ralenti, tout en restant très dynamique (+1,1 % après +1,4 %). Les ventes de logements neufs ne progressent plus depuis le début de l'année (après deux ans de forte hausse) : cela s'est répercuté sur les permis de construire, qui se stabilisent depuis six mois. Compte tenu des délais habituels entre autorisation et construction effective, l'investissement des ménages ralentirait

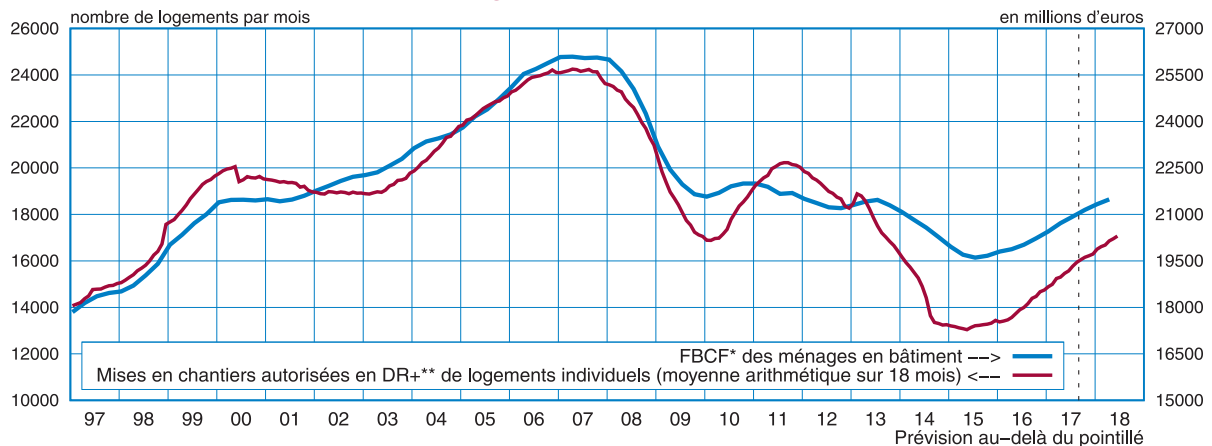
progressivement jusqu'à mi-2018 (*graphique 3*). En outre, l'investissement des ménages en services (frais d'agence et de notaire principalement) ralentirait à partir du quatrième trimestre 2017. Le nombre de transactions immobilières a atteint des niveaux record en 2017 et ne progresserait pas davantage en 2018. En moyenne annuelle, l'investissement des ménages accélérerait en 2017 (+5,2 % après +2,4 %), puis ralentirait en 2018 : l'acquis de croissance annuelle de l'investissement des ménages s'établirait à +2,9 % mi-2018. ■

2 - Taux d'épargne et variations de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



Source : Insee

3 - Investissement des ménages en bâtiment et mises en chantier autorisées



* : FBCF : formation brute de capital fixe, aux prix de l'année précédente chaînés

** : DR+ : dates réelles estimées

Sources : Insee, SDES